

REBRANDINGAFRICAFORUM

Défis et opportunités de l'économie verte en Afrique



50

idées clés

Ouagadougou, 5-6 octobre 2018

REBRANDINGAFRICA FORUM

5^{ème} Édition

Thème : « Défis et opportunités de
l'économie verte en Afrique »

5-6 OCT. 2018

Ouagadougou
Burkina Faso



Infos et inscriptions:
www.rebrandingafrica.com

Pour toute autre information:
contact@rebrandingafrica.com

En partenariat avec



REBRANDING AFRICA FORUM

5^e édition

Défis et opportunités de l'économie verte en Afrique

50 idées clés

Ouagadougou, 5-6 octobre 2018

Thierry Hot, Emmanuel Babissagana, Fred Ebongue

**Samori Media Connection
2019**

L'AFRIQUE AU CŒUR DE L'INFO MONDIALE



- 🌍 **Le magazine qui offre** une nouvelle grille d'analyse et de lecture du continent
- 🌍 **Plus de repères** sur cette Afrique qui bouge et gagne
- 🌍 **Un regard visionnaire** sur l'Afrique d'aujourd'hui et de demain



www.notreafrik.com



ecire@notreafrik.com



[@NotreAfrik](https://twitter.com/NotreAfrik)



[NotreAfrik](https://www.facebook.com/NotreAfrik)

La version digitale est disponible sur :



Introduction

Après quatre éditions au cœur de l'Europe, à Bruxelles, il devenait vital pour le Rebranding Africa Forum (RAF) de rentrer s'abreuver aux sources millénaires de sa sève originelle, de parler de l'Afrique en Afrique, avec l'Afrique et pour l'Afrique. Pour ce faire, le RAF pouvait difficilement trouver mieux que le pays des Hommes intègres, le Burkina Faso, pour sa première en terre africaine. Un pays dont le nom est un programme panafricain à lui tout seul. Et un peuple dont les aspirations ainsi que les manières d'être et de faire coïncident avec celles promues par le RAF, et convergent toutes vers un seul et même objectif : l'émergence d'une Afrique digne, prospère et pacifiée.

C'est donc sans surprise que cette cinquième édition du RAF a été honorée de la présence et du soutien total du premier des Burkinabè, le président Roch Marc Christian Kabore, qu'accompagnait notamment son homologue Ghanéen Nana Akufo Addo. La gratitude du RAF à son égard est infinie. Défis et opportunités de l'économie verte en Afrique, tel était le thème de cette cinquième édition qui a réuni des experts et plus de 500 participants venus des quatre coins du monde, les 5 et 6 octobre 2018 à Ouagadougou.

Si les pratiques vertes et notamment le souci de durabilité font bon gré mal gré partie de nos pratiques économiques traditionnelles, c'est notamment depuis le sommet de Rio, en 1992, que la notion d'économie verte a pris une importance capitale sur la scène internationale. En cause, la prise de conscience des effets destructeurs de l'obsession croissancière des économies modernes, qui poussent à produire toujours plus, à consommer toujours plus, et ainsi à détruire toujours plus l'environnement, à le réchauffer inexorablement. Une obsession qui est pourtant économiquement contre-productive, puisque le dérèglement climatique qui en résulte entraîne une perte annuelle de 5 à 20% du PIB mondial. Sur le plan humain, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) n'en finit également pas de tirer la sonnette d'alarme face aux conséquences toujours plus tragiques du réchauffement climatique, qui affectent de manière multiforme la vie de millions d'êtres humains et menacent à terme la viabilité même de nos écosystèmes. A titre d'exemple, la pollution, qui affecte désormais la planète depuis la profondeur des océans jusqu'aux extrémités des montagnes, tue en moyenne sept millions de personnes chaque année, rien que sur le continent africain. Ce bilan humain est infiniment plus grand si on prend en compte les victimes des inondations,

de la sécheresse, des famines et autres tragédies liées au dérèglement du climat. L'Afrique est le continent qui paie le prix humain et économique le plus lourd de cette tragédie climatique. Le dernier cri d'alarme du GIEC, et bien d'autres experts indiquent qu'il nous reste peu de temps pour nous prémunir contre des effets encore plus désastreux et irréversibles du dérèglement climatique. Outre des recettes politiques et sociales, des pratiques individuelles et collectives vertes et verdissantes, ces experts préconisent un véritable changement radical de paradigme économique, avec en toile de fond le double impératif de modération et de durabilité dans la production et la consommation.

C'est ici que le concept d'économie verte trouve toute sa place et sa pertinence. L'économie verte se définit en effet comme « une économie qui produit un mieux-être humain et assure l'équité sociale, tout en réduisant de manière significative les risques sur l'environnement et les pénuries écologiques » (PNUE, 2011). Ainsi entendue, elle comporte deux dimensions, l'une réglementaire liée aux contraintes environnementales, et l'autre économique portant sur les opportunités de profit et d'investissement dans de nouvelles éco-activités.

L'équation d'une croissance verte réside par conséquent dans l'articulation optimale et durable de ces deux dimensions. Bien comprise, cette équation visera cependant moins à créer suffisamment d'opportunités économiques vertes pour compenser les pertes liées aux contraintes environnementales. Il s'agira davantage de transformer ces contraintes elles-mêmes en opportunités multiples, d'assurer durablement l'exploitation du capital naturel et ainsi la croissance verte. La majorité des pays développés l'ont compris qui, pour sortir de la crise financière qui sévit depuis 2008, investissent massivement dans les énergies et les industries vertes, de nombreuses études montrant qu'à long terme (20-50 ans), les investissements verts sont plus rentables et créateurs d'emplois, avec en prime la préservation du capital naturel et l'amélioration partagée des conditions de vie.

L'établissement de statistiques précises sur nos ressources reste certes difficile pour diverses raisons techniques et financières, mais il est indéniable que l'Afrique dispose d'un incomparable potentiel vert, eau, soleil, terres, ressources du sol et du sous-sol, etc. Aujourd'hui par exemple, les énergies vertes couvrent un peu plus de 5% des besoins énergétiques du continent, mais elles pourraient atteindre plus de 20% dans dix ans si des infrastructures adéquates et des projets réalistes sont développés. Ces projets permettront en outre d'inverser la tendance baissière de l'emploi vert sur le continent (-350.000 emplois d'ici

2030 selon l'OIT), en raison du fait que contrairement aux autres économies, les nôtres dépendant encore trop des énergies fossiles, dont l'exploitation reste à verdier. Ils détruiront certes des emplois traditionnels, mais en créeront d'autres, procédant ainsi par destruction créatrice, avec à terme un solde positif, tant sur le plan de la quantité que de la qualité, selon les projections de l'OIT.

Il en résulte donc que tout ou presque reste à développer dans les différentes filières de l'économie verte chez nous, et que les perspectives de retour sur investissement, surtout à moyen et long terme, sont énormes. Il serait par conséquent absurde que le continent n'accélère pas à son tour le verdissement moderne de son économie. Mais l'économie verte n'est pas une île économique, susceptible d'émerger et prospérer par et pour elle-même. Son essor s'inscrit ou doit s'inscrire dans un processus global de transition écologique et économique répondant au triple objectif social, environnemental et de rentabilité économique, qui sont les trois piliers du développement durable. Cette transition globale nécessite cependant des investissements de très grande ampleur que la Banque mondiale estime à 45 milliards de dollars par an.

Quels leviers politiques, financiers, économiques, normatifs, scientifiques et socio-culturels activer pour capter ces ressources et réussir cette transition, de manière à transformer le défi écologique en opportunité historique pour le développement de l'économie verte sur le continent ? C'est cette question directrice qui a animé les travaux des experts du RAF, réunis autour de trois panels : 1- L'économie verte en Afrique : Etat des lieux, enjeux et défis ; 2 - Financer la transition écologique : modalités et perspectives ; 3- Investir dans l'économie écologique en Afrique : opportunités et secteurs clés.

La substance de ces travaux est ici reprise, synthétiquement, en cinquante idées clés réparties sur quatre axes, politique, économique, scientifique et socioculturel.

AU PLAN POLITIQUE

L'accélération de la transition écologique et l'essor corrélatif de l'économie verte sur le continent dépendent avant tout de décisions politiques, aux plans national, régional, continental et international. Si les Etats africains semblent avoir pris la mesure des enjeux climatiques et des opportunités nouvelles qui peuvent en résulter pour surmonter les tragédies environnementales en cours et prendre un nouveau départ économique, ils peinent néanmoins à traduire leurs désirs et engagements en réalisations concrètes. Ce d'autant que les Etats les plus pollueurs refusent de prendre leur part dans la lutte contre le réchauffement climatique, ou se soustraient en tout ou partie à leurs engagements conventionnels y afférents. L'Afrique, qui subit le plus les conséquences du réchauffement climatique alors qu'elle réchauffe le moins (« seulement » 4% d'émission de gaz à effet de serre), doit donc compter avant tout sur elle-même pour y remédier. La cinquième édition du Raf a permis de relever à cet égard un certain nombre de pistes d'action et de solution dont nous reprenons ici les principales.

1-Dresser un tableau synoptique des défis et opportunités de la transition écologique pour l'Afrique

Il s'agit en somme pour nos dirigeants de se doter de données fiables et d'une boussole appropriée en matière environnementale sur le continent, de manière à engager des politiques écologiques, économiques, sociales, culturelles, scientifiques à la hauteur de la menace climatique, mais aussi en fonction de nos possibilités et potentialités réelles, et des opportunités qu'elles nous offrent.

2-Rompre avec l'attentisme

L'Africain réchauffe la planète sept fois moins que l'Américain (cinq fois moins que l'Européen), et c'est pourtant l'Afrique qui, aujourd'hui, paie le prix le plus fort du réchauffement climatique, sécheresse, inondations, pertes ou absence de récoltes, famines, pollutions, déplacés, conflits verts (liés aux conséquences du réchauffement climatique), etc. Il lui revient par conséquent de prendre les devants dans la lutte contre le réchauffement climatique sur la scène internationale, en termes de conception, d'initiatives, d'innovation, de sensibilisation et de financements, etc., plutôt que d'attendre que les solutions viennent d'ailleurs, ou de compter sur une « aide » marginale, intéressée ou

incessamment renvoyée aux calendes grecques. L'Afrique doit se montrer d'autant plus offensive en la matière qu'elle dispose des atouts naturels incomparables qui ne demandent qu'à être préservés et mieux exploités.

3-Nouer des partenariats verts appropriés



L'idée ici est de nouer et coordonner des partenariats économiques, financiers, politiques, techniques et scientifiques avec les acteurs désireux ou susceptibles de jouer efficacement leurs partitions respectives dans la transition écologique et les opportunités qui en résultent pour le verdissement de nos économies. Il existe à ce propos une réelle préoccupation au sujet des accords de partenariats économiques en cours de signature sur le continent, qui pourraient sérieusement affecter l'émergence de nos économies de manière générale, et leur verdissement en particulier.

4-Stimuler l'investissement écologique

L'enjeu est de créer de manière générale un climat des affaires toujours plus attrayant, avec des mesures spécifiques (fiscales, économiques et financières) destinées à attirer des investissements verts.

5-Inventer notre propre chemin

Il s'agit d'arrêter de courir après des modèles exogènes qui n'ont ni les mêmes caractéristiques de base ni les mêmes ressources humaines et naturelles que les nôtres. Le verdissement de nos économies doit inventer ses propres voies, à la lumière de ses défis spécifiques, et sur la base de notre potentiel endogène et de nos manières d'être et de faire.

6 – Sortir du paradigme productiviste et consumériste

Produire toujours plus, consommer toujours plus, viser toujours plus de croissance économique..., ce paradigme auquel l'Afrique est arrimée depuis des décennies est désormais à bout de souffle sur ses propres terres de naissance. De surcroît, notre trajectoire démographique le rend pour le moins irréaliste pour nous, voire suicidaire, d'où les injonctions venant de part et d'autre pour réduire la natalité en Afrique. Une autre voie reste possible, celle de la préservation et de la promotion d'une culture de la modération, de la sobriété et de la modestie dans nos manières de produire, de consommer, etc.

7-Exploiter au mieux le potentiel naturel et humain du continent

Les éditions précédentes du Raf ont suffisamment insisté sur le potentiel de l'Afrique, ses innombrables ressources naturelles peu ou mal exploitées (moins de 30% des potentialités éoliennes du continent sont exploitées ; 5% seulement de terres irriguées et 40% cultivées, etc.). L'Afrique (ses dirigeants) doit s'appuyer sur son atout humain incomparable, sa jeunesse, pour exploiter au mieux ce potentiel, plutôt que de le livrer ou de le brader aux puissances étrangères. Il faudrait à cet égard éviter que les intérêts (particuliers) à court terme n'occultent les externalités négatives (générales) à long terme.



8-Coordonner les politiques sectorielles

L'idée ici est de mieux coordonner l'ensemble des politiques sectorielles nationales, régionales et internationales de développement sur le continent, de manière à faire de la durabilité (la préservation de notre environnement ou milieu de vie) leur critère fondamental de validité. La création de ministères dédiés à l'économie verte et dotés de compétences appropriées pourrait à cet égard être utile.

9- Accentuer la dissuasion écologique

Il s'agit d'adopter des normes environnementales contraignantes pour tous les acteurs socio-économiques, puis des sanctions suffisamment dissuasives pour les contrevenants et leurs complices.

10-Prendre des mesures écologiquement protectionnistes

L'essor de l'économie verte sur le continent ne peut faire l'économie de mesures protectionnistes (taxes sur les importations, subventions, exonérations fiscales, suppression de la TVA sur les produits verts locaux considérés comme des biens sociaux premiers, etc.) destinées à préserver et promouvoir les industries vertes naissantes chez nous, comme cela se fait ailleurs. Il s'agit d'une condition sine qua non pour le développement de l'économie verte en Afrique.

11- Refuser d'être « la poubelle du monde »

Il y va naturellement de la durabilité des projets de développement menés sur le continent. La préservation de notre environnement ne saurait en effet s'accommoder de la poursuite de politiques qui autorisent le déversement sur le continent des déchets chimiques, technologues, nucléaires, etc., du monde. Il faudrait plutôt que l'Afrique se concentre sur la gestion de ses propres déchets, dont le potentiel, en termes d'innovation, d'emplois et de création de richesse moyennant les formations et financements requis, réside notamment dans la collecte, le transport, le traitement et le recyclage. A ce propos, la Banque mondiale indique qu'en 2005, l'Afrique ne représentait que 5% de la production mondiale de déchets. Plus de la moitié (57%) de sa production étant constituée de déchets organiques, donc valorisables (recyclables) sans trop de difficultés. Or la part de l'Afrique dans la production mondiale de déchets est amenée à augmenter avec sa croissance économique et démographique ; une évolution qui transforme donc les déchets en formidable opportunité d'affaires pour les entrepreneurs souhaitant s'engager dans l'économie verte.

12-Mettre sur pieds de véritables politiques de gestion durable des forêts

Avec plus de 240 millions d'hectares de couvert forestier, l'Afrique abrite dans sa partie centrale la deuxième plus grande forêt tropicale au monde, après l'Amazonie. Mais ce potentiel est inexorablement menacé, faute d'une gestion appropriée. Ainsi selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la forêt humide ne couvrirait en Afrique que 37 % de son hypothétique superficie « initiale ». Une déforestation qui varie selon les régions et culmine jusqu'à 85% en Afrique occidentale. La FAO précise par ailleurs qu'au cours des cinq dernières années, l'Afrique a connu une perte annuelle d'environ 3,1 millions d'hectares de forêts naturelles. Au regard de son importance, le sort de la forêt africaine est par conséquent un enjeu mondial, ce d'autant que

Selon le World Ressources Institute, 80% de la couverture forestière mondiale originelle a été abattue ou dégradée, essentiellement au cours des 30 dernières années. Les causes en sont multiples, principalement les prélèvements de bois-énergie, l'extension des terres agricoles, principal facteur de déforestation dans le monde et plus particulièrement en Afrique, en raison de la pression démographique, et enfin l'exploitation d'essences forestières à des fins industrielles, etc. Les initiatives sont également légion pour y remédier, African Forest Landscape Restoration (AFR1000), l'Initiative pour les forêts de l'Afrique centrale (CAFI), Reducing emissions from deforestation and forest degradation (REDD+), l'initiative du Fonds bleu pour le Bassin du Congo, etc. Conjuguée avec l'expansion naturelle des forêts et l'établissement de forêts de plantation, ces initiatives permettent de compenser, mais seulement en partie, la déforestation du continent. D'où l'urgence de développer de véritables politiques de gestion durable des forêts. Des politiques qui tiennent compte de la multifonctionnalité des forêts, sources de refuge, de combustible, avec un rôle prépondérant dans la fixation du CO₂ que nous émettons (40% du carbone terrestre est stocké dans la végétation et les sols des forêts), le cyclage de l'eau, la conservation des sols, la protection des habitats, la préservation de la biodiversité, la sécurité alimentaire, etc. Des politiques qui d'autre part exploitent au mieux les multiples opportunités que recouvrent nos forêts. Aujourd'hui la récolte formelle et l'industrie de transformation du bois en Afrique génère environ 17 milliards de dollars US par an et contribue à 0,9 % du PIB, mais ce secteur n'emploie que 0,2 % de la main-d'œuvre. Un meilleur contrôle de l'exploitation (informelle et illégale) des forêts, de l'octroi des licences d'exploitation et une bonne maîtrise des actifs forestiers contribueraient à augmenter considérablement les revenus du secteur forestier et la création d'emplois verts dans ce secteur.

13- Lancer des programmes de mobilité verte et verdissante

Cela passe par le refus d'importer les véhicules écologiquement déclassés ailleurs, le développement des transports en commun, la promotion, via des partenariats appropriés, de moyens de déplacement électriques à des prix accessibles. Nous avons la matière première, le défi porte davantage sur le développement des compétences pour la transformer.

14- Verdir le logement

La démographie galopante du continent l'expose à court et moyen terme à de véritables défis, dont notamment celui du logement de 3 milliards d'habitants en 2050, et plus de 4 milliards en 2100. Relever ce défi tout en préservant la

viabilité de notre environnement requiert dès à présent la mise sur pieds de politiques et réglementations destinées à stimuler et à imposer l'utilisation de matériaux les moins polluants dans la construction en Afrique. Le même impératif s'appliquant naturellement à d'autres besoins liés au logement, l'accès à l'énergie et à l'eau, l'alimentation, entre autres.

15-Désamorcer les conflits « verts »

L'ensemble de mesures préconisées jusqu'ici a précisément vocation à désamorcer les conflits déjà en cours sur le continent, en raison de la poussée démographique qui accentue la lutte pour l'accès aux ressources vitales, au logement, à la mobilité, etc. Au rythme du réchauffement climatique et de la croissance démographique actuels sur le continent, la Banque mondiale prévoit plus de 100 millions de déplacés en Afrique à l'horizon 2050, ce qui ne fera qu'accroître les inégalités et les crises et conflits « verts » qui en résulteront. D'où l'importance d'une prospective économique verte, éclairée notamment par cette poussée démographique unique et sans précédent.

16- Accorder une place centrale aux femmes et aux jeunes



Bon nombre d'analystes considèrent à raison que le développement d'une économie verte en Afrique passe par les femmes, car les inégalités liées au genre coûtent en effet près de 100 milliards de dollars chaque année au continent, selon les estimations du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). 61% des femmes travaillent certes, mais elles sont encore souvent

sous-payées. Alors qu'elles représentent 70 % de la force agricole du continent et produisent 90 % de ses denrées alimentaires, elles ne peuvent toujours pas hériter ou posséder de terres dans certains pays, et donc emprunter de l'argent pour développer leurs activités. Ainsi travaillent-elles souvent plus dur que les hommes, mais avec un faible rendement. Trois éléments majeurs sont importants pour y remédier et permettre aux femmes de prendre toute leur place dans l'essor de l'économie verte : le renforcement de leurs capacités et compétences, le transfert de technologies, et enfin le développement de fonds verts réservés aux femmes, à l'octroi de (micro)crédits pour financer leurs projets.

Il en est de même pour les jeunes, qui représentent aujourd'hui 60 % de notre population et font de l'Afrique le continent le plus jeune. Moyennant les financements requis et les formations appropriées, ces jeunes constituent un réservoir incomparable de compétences disponibles pour accélérer le développement de l'économie verte sur le continent. Il importe de noter enfin qu'autant les femmes africaines se caractérisent de manière générale par leur modération et leur prudence dans l'économie (familiale), autant les jeunes sont les premiers concernés par les questions liées à la durabilité, question de préserver et choisir leur avenir. Aussi les jeunes et les femmes sont-ils nos atouts naturels à valoriser au mieux pour atteindre le double objectif de modération dans la production et la consommation (pour préserver l'environnement), et de durabilité dans le développement.



17- Se fixer des objectifs verts à court et moyen termes

L'idée est de mettre sur pieds des mécanismes d'évaluation périodique et régulière des politiques et des actions menées, de manière à procéder à temps aux réajustements ou améliorations indiquées pour atteindre les objectifs souhaités. C'est aussi une mesure conjointe d'éveil économique et écologique à la fois.

18- Promouvoir des champions régionaux et continentaux de l'économie verte

Il est ici question de créer au plus haut niveau (politique) des synergies en vue de promouvoir l'émergence de grandes entreprises et industries africaines spécialisées dans les différents secteurs de l'économie verte. L'ampleur des moyens requis par cette économie en fait un impératif. Il y va de souveraineté économie et politique en la matière.

19-Accélérer l'intégration économique et politique du continent

C'est une nécessité pour jouer notre propre partition dans un espace économique global où les pays les plus riches dictent l'agenda économique et écologique en cours. L'ouverture embryonnaire des marchés africains va dans le bon sens, au regard des progrès en cours dans la création de la zone de libre-échange continentale africaine. Elle doit s'accompagner de plus grandes synergies, de grands projets verts régionaux et continentaux, qui favoriseront l'émergence de champions verts africains, créeront de nombreux emplois et un véritable marché vert à l'échelle continentale. Un marché aux perspectives plutôt radieuses, au regard de notre croissance démographique.

20- Promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance

L'effectivité de la démocratie favorise la légitimité des efforts écologiques et économiques demandés aux populations africaines, en même temps qu'elle les y associe à la base. Il y va de l'appropriation par elles des enjeux de la transition écologique, et de l'essor de l'économie verte in fine. La bonne gouvernance quant à elle garantit l'effectivité et l'efficacité des actions et politiques de verdissement économique.

21-Tenir les promesses

Les programmes de promotion de l'économie verte sur et en direction du continent ne manquent pas, et dans divers domaines, YouthConnect,

SwitchMed Méditerranée, Switch Africa Green, le projet hydraulique du « Grand Inga » en RDC susceptible de produire jusqu'à 40 000 MW et d'alimenter ainsi plusieurs pays en électricité, l'Agenda 2063 de l'UA, le Programme mondial pour le développement durable et ses fameux 17 objectifs du millénaire pour le développement durable, le programme Economie Verte pour l'Afrique (EVA) issu de la Cop21, sans parler des engagements conventionnels depuis le protocole de Kyoto, jusqu'aux dernières Cop21 et 22 notamment, etc. Ce qui fait encore largement défaut, c'est la volonté politique de transformer les promesses en réalisations effectives, tant au plan national que régional et international. Or le partage d'une même planète nous convient à des responsabilités partagées pour en préserver la viabilité. Aussi les dirigeants politiques d'Afrique et d'ailleurs ne se montreront-ils à la hauteur des défis qu'imposent la tragédie climatique en cours que s'ils s'astreignent au double impératif d'authenticité et de fidélité à leurs engagements.

AU PLAN ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Selon les estimations de la Banque mondiale, la réussite de la transition écologique en Afrique requiert des investissements à hauteur de 45 milliards de dollars par an. Comment parvenir à mobiliser de telles ressources, notamment face au désengagement ou au manque d'engagement des pays riches ? Les lignes qui suivent indiquent quelques pistes clés relevées à ce propos lors du Raf 2018.

22 – Avoir des estimations fiables du potentiel économique vert en Afrique

Ces estimations sont indispensables pour attirer et rassurer de potentiels investisseurs, et nouer des partenariats solides et durables. Les connaître et les faire connaître, tel est l'enjeu.

23-Cibler et attirer des partenaires économiques et financiers crédibles

Il s'agit de mettre sur pieds toute une politique de ciblage et d'attraction de potentiels investisseurs et partenaires indispensables pour amorcer véritablement le virage de la transition écologique, préalable à l'essor de l'économie verte sur le continent. Tout ou presque reste à faire dans ce domaine. Le potentiel est énorme et les perspectives par conséquent grandes pour les investisseurs, à condition toutefois de mener les politiques appropriées pour les attirer et en profiter au mieux. Il est par ailleurs avéré qu'à long terme, les investissements verts sont les plus rentables.



24-Créer un cadre d'information et d'échange avec les potentiels investisseurs et partenaires verts

C'est le lieu approprié pour leur donner des informations précises sur le potentiel et les perspectives de l'économie verte sur le continent. C'est aussi le lieu d'examiner, de coordonner et d'influencer l'ampleur et les modalités de leurs engagements respectifs. La création de plateformes numériques (sur internet) est à cet égard indiquée, aux fins de marketing.

25-Créer des mécanismes et instruments de financement appropriés et ciblés

Selon la nature (agriculture, service, industrie, recherche, etc.), l'ampleur (micro, méso ou macro) et la durée (court, moyen ou long terme) des projets verts et verdissants, il importe de mettre sur pieds des instruments financiers spécifiques, qui prennent en compte l'ensemble des paramètres propres aux dits projets et aux secteurs concernés.

26-Donner la priorité aux investisseurs et partenaires financiers locaux

Il y a de la souveraineté économique du continent, et de la création d'emplois et de richesse chez nous. Cette stratégie passe également par le développement de projets verts à petite échelle, aux dimensions d'un village ou d'un quartier, plus adaptés aux réalités du continent. Ces projets sont en effet moins difficiles à réaliser, moins risqués pour les banques car sollicitant moins de ressources financières, et surtout ils apportent des solutions concrètes (de proximité) aux besoins réels des populations locales, ce qui n'est pas toujours le cas de bon nombre de grands projets verts dont la réalisation ou les effets concrets et durables se font souvent attendre, pour différentes raisons.

27 -Prioriser les investissements dans les secteurs clés, à grand potentiel vert

Viser notamment la formation, la recherche, la transformation (l'industrialisation), l'exploitation des ressources naturelles, notamment celles nécessaires à la production de l'énergie verte et autres panneaux solaires (l'industrie minière notamment), l'agriculture et naturellement l'ensemble des services y afférents.

28- « Arrêter » les subventions fossiles

Selon les données disponibles, en 2016, les États ont investi 160 milliards de dollars pour les énergies renouvelables contre 500 milliards pour les énergies fossiles. Cette tendance doit être progressivement inversée et à terme arrêtée si possible, en fonction bien sûr de la substituabilité des énergies fossiles, car il se pourrait bien que toutes ne soient pas remplaçables, ou le soient insuffisamment ou à une vitesse inférieure à l'augmentation des besoins énergétiques liés à notre croissance démographique.

29- Stimuler la création des PME locales vertes



L'enjeu ici est d'étoffer le tissu économique local vert et d'accélérer la création d'emplois de même nature. Le financement des PME demeurant assez difficiles sur le continent, il importe d'y remédier par des mesures appropriées, subventions, garanties bancaires, assurances diverses, appui technique, entre autres. Il importe à cet égard de développer davantage les structures d'accompagnement de l'entrepreneuriat vert, notamment chez les jeunes. Des réseaux et plateformes numériques existent déjà en ce sens, ECO2AFRICA,

ENACTUS AFRIQUE, ICAF (Initiatives Climat Afrique Francophone), etc. Ils sont à promouvoir, car ils facilitent une plus grande visibilité nationale et internationale des jeunes entrepreneurs. A travers le Networking et les échanges, ils offrent en outre un cadre participatif, intégré et volontaire pour la récolte des fonds verts et l'investissement dans ce domaine.

30 – Développer les filières locales vertes



Selon le PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement), les filières de l'entrepreneuriat vert se répartissent en deux catégories. D'une part les filières dérivées du capital naturel d'une importance primordiale en zones rurales, l'agriculture, l'eau, les forêts et la pêche. Et d'autre part les filières relevant du « capital construit » et traditionnellement considérées comme les secteurs bruns de l'économie, bâtiment, tourisme, transports, énergies renouvelables, déchets et technologies vertes. Le développement local de ses filières constitue un enjeu majeur pour l'essor de l'économie et notamment la promotion des circuits courts (entre producteurs et consommateurs), de manière à maximiser la qualité biologique des produits. A cet égard, l'essor des PME vertes aura pour effet naturel de stimuler la création de ces filières, de la production à la consommation, en passant par les services y relatifs, toutes choses en outre indispensables pour une croissance verte et solidaire à la fois.

31- Promouvoir une économie verte et solidaire

Les idées qui précèdent ont vocation à y conduire, de manière à éviter que la croissance verte ne se fasse également (comme la croissance classique), au profit d'une minorité, et n'accentue au lieu de réduire la pauvreté sur le continent. Économie verte et économie sociale doivent donc aller de pair, aussi bien en amont (dans leurs conceptions respectives), qu'en aval (dans la réalisation de leurs objectifs respectifs).

32-Verdir les critères de bancabilité

Il s'agit d'insérer des critères écologiques dans la liste des critères obligatoires pour le financement des projets, notamment ceux susceptibles d'avoir un impact environnemental, de manière à rendre intrinsèque et indissoluble le lien entre développement économique et préservation de l'environnement. On pourrait également envisager, selon des modalités propres à chaque État ou région, de contraindre les banques à avoir des ratios pertinents de financement de projets verts.

33- Dé-risquer le secteur agricole

La plupart des économies africaines dépendent en grande partie du secteur agricole. Mais ce secteur, on l'a précédemment évoqué, reste très peu exploité, parce que peu ou pas financé, en raison des multiples aléas naturels dont dépend l'activité agricole. Il importe par conséquent de créer des synergies économiques et financières appropriés pour dé-risquer ce secteur et favoriser son essor industriel, tout en préservant son caractère traditionnellement vert. Le développement de banques agricoles va dans ce sens.

34 -Transformer les contraintes écologiques en opportunités économiques

L'enjeu est faire de chaque contrainte écologique l'occasion d'innover, de créer une nouvelle forme d'activité économique verte. C'était en réalité l'idée de fond qui a traversé tout ce Raf 2018 : voir dans quelles mesures et selon quelles modalités les contraintes écologiques peuvent servir de catalyseur à l'émergence et au développement de nouvelles opportunités économiques sur le continent.

35-Développer les services verts

Grand pourvoyeur d'emplois sur le continent, le secteur des services est d'autant plus riche d'opportunités vertes que tout ou presque y reste à verdir

(notamment dans les transports, la fourniture de l'énergie, etc.), moyennant des partenariats techniques et financiers appropriés. Au regard de notre trajectoire démographique, c'est une nécessité qui a cependant vocation à créer un cercle vertueux, l'offre croissante de services verts entraînant une demande corrélative toujours plus grande.

36- Viser l'autofinancement de l'économie verte



L'essor de l'économie verte en Afrique requiert une transition écologique dont le financement (45 milliards de dollars par an) demeure lui-même hypothétique, en raison de son ampleur. Le risque d'une transition écologique socialement punitive ou appauvrissante est donc réel. D'où l'importance de mettre suffisamment en valeur les opportunités économiques vertes sur le continent, de manière à ce que le financement de cette transition soit compensé par les retombées économiques qui en résulteront. Le développement de fonds pour l'environnement, ou encore d'obligations vertes va dans ce sens. L'augmentation des financements verts de la Banque africaine de développement est également encourageante (28 % de ses financements en 2017), l'objectif étant d'atteindre 4 milliards de dollars en 2020.

AU PLAN SCIENTIFIQUE

Les ressources humaines sont autant voire plus importantes que les ressources financières pour l'essor de l'économie verte sur le continent. L'acquisition des compétences vertes et verdissantes est par conséquent l'un de ces défis majeurs que l'Afrique doit impérativement relever. Ce d'autant que nous en savons très peu et avons assez peu de recul quant aux politiques les plus appropriées et efficaces à mettre en œuvre pour soutenir l'émergence de l'économie verte. Des recherches approfondies permettant d'accompagner des décisions idoines doivent par conséquent être menées et soutenues. Le Raf 2018 a été l'occasion d'en examiner quelques pistes dont nous reprenons ici les grandes lignes.

37-Nouer des partenariats techniques et financiers au profit de la recherche et l'innovation

L'enjeu est de profiter de l'avantage comparatif des matières premières disponibles pour nouer des partenariats exigeant les transferts de technologies vertes et l'acquisition de compétences requises pour les exploiter au mieux. Outre la valeur ajoutée qui en résulterait, la recherche et l'innovation par et pour nous-mêmes permettraient ainsi de mettre à disposition des populations africaines des produits adaptés à leurs besoins et à portée de leurs moyens. Il en résulterait aussi un gain en termes de durabilité, l'objectif étant de mettre nos Etats au cœur de l'exploitation de nos ressources naturelles, plutôt que d'en laisser le soin à des multinationales peu ou pas soucieuses de la préservation de nos milieux de vie.

38-Tirer avantage de notre retard technologique

Les sociétés industrielles et technologiquement avancées sont confrontées aux nombreuses contraintes techniques, financières, organisationnelles, etc. qu'implique le verdissement de leurs technologies, de leurs modes d'extraction, d'approvisionnement, de production, de transport, etc., bref de leurs structures de base. L'avantage de notre retard est de pouvoir faire l'économie de ces contraintes, pour investir directement dans des technologies vertes, et de promouvoir ainsi opportunément l'innovation du Sud vers le Nord. A cet égard, la tendance aujourd'hui est aux LabFab, c'est-à-dire à la création d'espaces permettant de produire des technologies à bas prix dans le cadre d'un travail collaboratif et d'échange. Ce sont des laboratoires de fabrication, ouverts à tous

et mettant à disposition des outils pour la conception et la réalisation d'objets. Sur les dix-huit LabFab que compte l'Afrique, un seul travaillait, aux dernières nouvelles, dans l'économie verte. Le développement et le verdissement des Labfab constituent par conséquent une nécessité en même qu'une niche d'opportunités multiples, au regard des perspectives de l'économie verte sur le continent. Ils permettront d'améliorer nos savoirs et savoir-faire, d'apporter des solutions directes, vertes et à bas coût, en somme d'innover et de verdir mieux avec moins.

39-Stimuler la créativité et l'excellence

C'est le sens de la traditionnelle cérémonie de récompenses qui clôture chaque Raf, et met en lumière et à l'honneur des personnalités qui, par leurs actions quotidiennes dans leurs domaines d'intervention respectifs, tracent les sillons du développement, contribuent à répandre la culture de l'excellence et amènent les autres à changer leur regard sur notre continent. Des personnalités porteuses de solutions innovantes pour l'Afrique, voire pour l'humanité ont été récompensées à l'issue de cette cinquième édition du Raf. Et c'est au Camerounais Flavien Kouatcha qu'est revenu « Le RAF Innovation Award », pour son projet innovant « Save our Agriculture ». Il a reçu un prix de 10 000 euros, de la part du magazine panafricain Notre Afrik. Son invention, un procédé appelé « aquaponie », permet de fertiliser naturellement les plants par les excréments de poisson. La technique, expérimentée au Cameroun, au Sénégal et au Rwanda, fait économiser 90% de l'eau gaspillée dans l'agriculture traditionnelle et réduit de 20% les émissions de carbone. C'est un projet innovant et verdissant qui optimise l'utilisation des ressources naturelles sans augmenter le niveau de pollution.

40-Privéligier la recherche dans les secteurs à fort potentiel de verdissement

On a notamment relevé l'agriculture, les mines et la construction. Trois secteurs capitaux en attente d'innovation technologique et de verdissement sur le continent. Une plus grande innovation dans le secteur agricole permettrait par exemple une meilleure sélection et production des espèces végétales, en fonction de leur productivité et leurs vertus, un meilleur recyclage favorisant l'essor de l'agriculture intégrée, une meilleure fertilisation et donc une plus grande productivité des sols, une meilleure transformation et conservation des produits, de manière à lutter efficacement contre la malnutrition et la faim, à diminuer les pertes post-récolte estimées à 37% de la production (45 milliards de dollars), et à réduire ainsi nos importations annuelles de denrées

alimentaires dont le coût est estimé à quelques 191 milliards de francs CFA. Le développement et le verdissement de l'industrie minière pour sa part, nécessaire à la production de l'énergie verte, diminuera considérablement notre facture énergétique et notre dette climatique. C'est aussi un enjeu majeur de souveraineté énergétique, dans un contexte de recrudescence de conflits liés aux sources d'énergie. Il en est de même du secteur de la construction où moyennant des investissements conséquents, l'innovation et le verdissement pourraient fortement stimuler la croissance économique verte et répondre de manière durable et convenable au défi croissant du logement qu'impose notre croissance démographique.



41-Développer les savoirs et savoir-faire endogènes

L'idée est de développer et moderniser l'expertise locale dans des domaines où elle est avérée, parfois rudimentaire ou en gestation. Ces savoirs et savoir-faire locaux (artistiques, artisanaux, agricoles, technologiques, etc.) sont généralement peu ou mal connus, et négligés au profit de l'expertise extérieure pourtant désincarnée et répondant moins adéquatement aux attentes et aspirations locales. Ils ne demandent qu'à être soutenus et développés de manière à répondre plus adéquatement et à moindre coûts à nos besoins. Une coopération étroite est ici requise notamment entre les institutions chargées de la recherche scientifique et celles chargées des arts et de la culture, entre autres.

42-Vulgariser les savoirs et les techniques écologiques

La vulgarisation des savoirs et pratiques durables favorise le développement de la culture écologique et accélère ainsi la transition vers des économies vertes et toujours plus sobres en carbone.

43-Accélérer l'informatisation et la digitalisation

L'objectif ici est de diminuer la consommation de papiers et autres matières premières polluantes, et d'optimiser en même temps le fonctionnement de nos économies à travers des gains de temps, d'espace, d'effectivité, d'efficacité et de créativité, avec au bout du compte la création de nouveaux emplois (e-emplois et eco-emplois).

44-Développer des mix-énergétiques et des énergies renouvelables

Au regard du fait que certaines énergies sont peu ou pas substituables pour des raisons diverses, ou le sont à très très longue échéance, l'enjeu scientifique est de parvenir à créer des mix-énergétiques novateurs, moins polluants, adaptés aux besoins et aux capacités propres des populations locales, et porteurs in fine de nouvelles opportunités économiques et professionnelles. Un accent doit pour ce faire être mis sur le développement des énergies renouvelables (l'énergie solaire, l'énergie éolienne, l'énergie hydraulique, la biomasse et la géothermie, etc.), qui par définition sont inépuisables ou disponibles en très grandes quantités, et dont la caractéristique commune est de ne presque pas produire, en phase d'exploitation, d'émissions polluantes, et ainsi d'aider à lutter contre l'effet de serre et le réchauffement climatique. L'exemple de l'Ethiopie est à cet égard encourageant et doit inspirer le reste du continent, puisque sa production d'électricité repose à 90% sur des énergies renouvelables ; elle est notamment suivie par la Zambie.

45-Développer l'expertise environnementale

Elle reste en grande partie marginale et l'apanage de cabinets privés, dont l'autonomie est cependant souvent remise en question, en raison du soutien financier qu'elles reçoivent des firmes dont elles doivent réaliser l'audit écologique, ou auxquelles elles doivent accorder des certificats verts. Il importe par conséquent que les Etats auxquels incombe primordialement le devoir de protéger leurs populations soient en première ligne sur ce plan, en nouant des partenariats opportuns pour former des personnes qualifiées à cet effet et mettre à contribution les firmes concernées.

AU PLAN SOCIOCULTUREL

Il est indéniable que la culture est le creuset de tout développement authentique, et que les conversions et transformations requises pour l'essor de l'économie verte sur le continent ne seront par conséquent possibles et durables qu'à condition d'être adossées sur un socle socioculturel fort. C'est pourquoi l'on se propose de terminer par l'indication de quelques idées clés à prendre en compte en vue d'un enracinement socioculturel de l'économie verte.

46-Accentuer la mobilisation sociale et l'engagement citoyen

La mobilisation sociale, sous toutes ses formes, est indispensable pour faire plier les puissances économiques et industrielles réfractaires au verdissement, et convertir les sceptiques, notamment les décideurs publics et privés aux vertus de cette nouvelle économie, soucieuse de durabilité, privilégiant parfois la circularité et, en toutes circonstances, centrée sur l'humain. Les organisations de la société civile jouent ou doivent par ailleurs jouer un rôle important dans la conception, l'exécution, le suivi et l'évaluation des projets, dans la mesure où elles sont généralement mieux placées pour combler le fossé entre les exigences des fonds internationaux et les besoins et aspirations des communautés locales les plus touchées par les effets du changement climatique. Leur accréditation et leur mobilisation constituent d'importants leviers pour un accès plus directs aux financements climatiques. La mobilisation de la société civile traduit ainsi et appelle un engagement citoyen qui doit pouvoir aller, si nécessaire, jusqu'au boycott des produits et entreprises peu soucieuses de l'environnement. C'est à ce prix que se développeront vraiment une conscience écocitoyenne et un sens aigu de la responsabilité environnementale, préalables à l'essor de l'économie verte sur le continent.

47-Prendre appui sur nos valeurs et cultures traditionnelles

Le sens du travail, la solidarité, le respect de la nature, la vie en harmonie avec son milieu, le sens de la modération, de la sobriété dans la production, la consommation et la vie en général, etc., sont de ces ressources culturelles traditionnelles qui peuvent et doivent servir de véritables leviers ou rampes de lancement de l'économie verte sur le continent. L'enjeu aujourd'hui est d'exploiter au mieux ces substrats traditionnels porteurs de potentialités insoupçonnées.

48-Préserver et moderniser notre culture écologique

Il s'agit d'envisager nos défis écologiques contemporains et l'essor de l'économie verte en Afrique à la lumière de nos réalités et potentialités endogènes. Comme l'ont rappelé des intervenants au cours de cette cinquième édition du raf, l'économie verte c'est notre identité, notre vie, on l'a toujours fait, soucieux de vivre en harmonie avec notre environnement et d'en préserver la durabilité. C'est le mot qui manquait, la chose y était et y demeure ; beaucoup de petites et moyennes entreprises existantes chez nous sont par nature ou faute de moyens vertes. Elles ne demandent qu'à être modernisées et financées pour verdier à grande échelle et à coûts raisonnables nos économies, de manière à répondre ainsi tant en qualité qu'en quantité à la demande verte sans cesse grandissante. La tragédie climatique que nous connaissons, combinée à notre poussée démographique, en font un enjeu capital. Le développement de cette culture écologique passe en outre par l'inscription des questions écologiques dans les cursus scolaires dès le primaire.

49-Faire du souci écologique une « question sociale totale »

« Notre maison brûle et nous regardons ailleurs ». Cette phrase prononcée en 2002 par le président français de l'époque et restée depuis célèbre traduit bien le caractère total et global de la menace climatique ou plus généralement écologique qui pèse sur l'humanité, et plus encore sur les plus démunis. Ce cri écologique est aussi un appel à inscrire sans délai le souci de durabilité dans toutes les activités humaines en société, des plus petites aux plus grandes, proportionnellement à la menace climatique. Il s'agit ainsi de faire du souci écologique une « question sociale totale ».

50-Développer une pédagogie verte

La transformation du souci écologique en question sociale totale requiert à l'évidence du temps, un apprentissage et une éducation écologiques, stimulés par une pédagogie appropriée. Elle se gardera d'être aérienne, mais concrète et pragmatique, de manière à faciliter l'appropriation des enjeux écologiques par les citoyens, le développement et l'affermissement d'une conscience verte. Elle devra en outre présenter le verdissement de nos manières d'être et de faire moins comme une contrainte que comme une nécessité vitale et porteuse de nombreuses opportunités.

Note finale

La cinquième édition du Rebranding Africa Forum a été riche d'échanges, de réalisations et de promesses que ne sauraient épuiser les 50 idées clés reprises ici. Elles ne constituent pas moins une boussole, certes perfectible, mais suffisamment outillée pour orienter les transformations, initiatives et conversions à opérer pour valoriser au mieux notre potentiel vert et les opportunités multiples qu'il recouvre pour l'essor de l'économie verte en Afrique. Elles ont vocation à inaugurer un nouveau cap, de manière à ce qu'il y ait dans la pratique des Etats, des entreprises et de la société civile, un avant et un après Ouaga 2018 en matière d'économie verte.

Le chemin reste toutefois long, et les défis multiples, notamment au plan financier, pour réussir cette transition écologique et économique. Ils ne sont cependant pas insurmontables, moyennant la volonté politique et l'engagement de la société civile. Mais la terre étant notre maison commune, l'Afrique ne saurait nourrir la prétention de relever à elle seule le défi environnemental. Les responsabilités sont à cet égard partagées, proportionnellement à l'empreinte écologique des uns et des autres. 10% des pays les plus riches produisent en effet 50% du réchauffement climatique, au détriment des pays les plus pauvres qui en subissent les conséquences les plus dramatiques, faute de moyens leur permettant de faire preuve de résilience. Le principe pollueur-payeur doit donc plus que jamais être de rigueur dans la gestion de notre maison commune, et chaque Etat respecter ses engagements conventionnels y relatifs. Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement, à l'échelle globale, investir 2% du PIB mondial d'ici à 2050 dans des secteurs cibles comme l'agriculture et l'énergie permettrait de relever le défi financier de la transition écologique et d'accélérer ainsi la croissance économique verte sur le continent.

L'Afrique est aujourd'hui le continent qui souffre le plus du réchauffement climatique. C'est aussi celui qui est appelé à connaître la plus forte croissance démographique, et donc à accentuer encore plus la pression sur les ressources environnementales et la lutte pour y avoir accès. C'est pourquoi l'économie verte n'est pour elle ni une mode à laquelle s'arrimer, ni un luxe qu'elle ne saurait se payer, mais bien une nécessité vitale et une opportunité à saisir impérativement. C'est aussi pourquoi elle doit elle-même mobiliser et bénéficier d'une part importante des fonds verts disponibles à l'échelle globale. Notre continent constitue à cet égard une terre relativement vierge où le potentiel

de verdissement est incommensurable, et les opportunités immenses au plan économique. Il lui revient par conséquent de jouer pleinement et adéquatement sa partition verte aujourd'hui, de manière à transformer les promesses vertes dont elle est porteuse en réalisations concrètes et durables. Pour ce faire, chaque africain devra au préalable adopter des pratiques, des comportements verts et verdissants, de manière à conduire à la disparition paradoxale de l'adjectif « vert », ou si l'on préfère, à sa « naturalisation ». L'objectif est qu'in fine, « l'agir vert ou durable » devienne naturel dans toutes nos activités, car on ne saurait sérieusement apprécier la viabilité, la valeur ajoutée ou la qualité de quelque pratique ou économie sans en intégrer les externalités (négatives) en termes de durabilité, à moyen ou long terme.

C'est pour continuer de tracer les sillons de cette économie verte, de ce développement durable pour l'Afrique, que le Rebranding Africa Forum vous donne de nouveau rendez-vous à Bruxelles les 4 et 5 octobre 2019. « Les enjeux socio-économiques de l'exploitation minière en Afrique », tel est le thème de cette sixième édition qui réunira, comme à l'accoutumée, les compétences les plus pointues en la matière. La cinquième édition a mis en lumière le rôle central des mines dans le développement des panneaux solaires et autres énergies renouvelables. Le rendez-vous de Bruxelles, les 4 et 5 octobre 2019, permettra par conséquent d'explorer toutes les potentialités et opportunités du secteur minier africain, et d'envisager les voies les plus indiquées pour son exploitation optimale et durable. Un rendez-vous auquel sont naturellement conviés tous les passionnés de l'Afrique, tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, voudraient apporter leur pierre à sa renaissance.